

BODA : DES COMMUNAUTÉS MOBILISÉES POUR LA RÉCONCILIATION



Une analyse de la contribution de la société civile dans le processus de réconciliation



Paul-Crescent BENINGA

BODA : DES COMMUNAUTÉS MOBILISÉES POUR LA RÉCONCILIATION

*Une analyse de la contribution de la société civile
dans le processus de réconciliation*

Paul-Crescent BENINGA

© *Centre Centrafricain de Recherche et d'Analyse Géopolitique, Bangui, 2024.*

Tél : 00236 75 68 43 45

E-mail : ccrag2018@gmail.com

Site : www.ccrag.net

Réalisation éditoriale : Presses du CRRAG.

ISBN : 978-9025-03-5

La présente publication n'est pas destinée à la vente.

Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation réservés pour tous les pays.

Les données de cette étude sont tirées essentiellement d'entretiens semi-directifs réalisés à Boda en novembre 2021. Au total, 26 entretiens ont été réalisés et répartis comme suit : 03 entretiens avec les membres de la plateforme PIJCA, 04 avec les membres des Comités des Sages, 07 avec les ex-combattants, 03 avec les autorités administratives locales, 01 avec un ancien député et maire de la ville de Boda, 05 avec des médiatrices sociales de la PIJCA et 03 avec les responsables d'Organisations Non Gouvernementales. Ces entretiens ont été complétés par des données de l'observation empirique. Nous avons participé à des activités de cohésion sociale organisées par les Femmes Médiatrices Sociales ainsi qu'à deux rencontres des ex-combattants au siège de leur association. Ceci nous a permis d'apprécier les activités menées par les associations en vue de consolider la cohésion sociale au sein des communautés jadis divisées. .

Avertissement

La place de la religion dans les dernières crises centrafricaines a fait débat. La plupart des analystes estiment que les crises centrafricaines récentes n'étaient pas religieuses mais politiques et économiques. La religion n'aurait été qu'un instrument permettant de canaliser les violences longtemps contenues. Mais il est vrai que des communautés se sont repliées sur elles-mêmes, séparées des autres puis affrontées sur des bases identitaires dont la religion a été l'un des éléments déterminants.

Ce texte utilise les termes « chrétiens » et « musulmans ». Les religieux ont régulièrement invité à éviter ces termes pour caractériser les groupes qui se sont combattus. De plus, de nombreuses personnes ne se reconnaissent pas ni comme chrétiennes ni comme musulmanes, les adeptes des religions traditionnelles par exemple. De plus, des chrétiens se sont joints à la *Séléka* tandis que des musulmans ont fait partie de groupes *anti-balakas*.

L'utilisation dans ce texte de « chrétiens » et « musulmans » ne vient pas soutenir une thèse religieuse mais seulement simplifier sa lecture.

TABLE DES MATIERES

Avant-Propos	6
Introduction	7
Chapitre I : Comprendre l'origine des « conflits intercommunautaires » dans la ville de Boda	8
I. De la coalition des « groupes politico-militaires » au renversement du régime de François Bozizé en mars 2013	8
II. Réalités du conflit intercommunautaire à Boda	11
Chapitre 2. Les acteurs de réconciliation à Boda : entre méconnaissance du contexte local, volonté de faire et actions à la base	16
I. Des tentatives gouvernementales inefficaces	16
II. De timides tentatives de restauration du dialogue	17
III. La PIJCA acteur clé de la réconciliation et d'une paix durable à Boda	19
IV. Les ex-combattants, une conversion vers la paix	25
Conclusion	27
Bibliographie	30



Avant-propos

La République Centrafricaine (RCA) a connu des moments difficiles pendant les années 2013 à 2015 du fait des conflits armés qui ont, d'une part, déstructuré son tissu socio-économique et, d'autre part, rendu quasi impossible le vivre-ensemble communautaire. Les communautés musulmanes et chrétiennes ont cessé de cohabiter, de se fréquenter, d'interagir dans de nombreuses localités.

À Boda comme dans les autres localités traversées par des affrontements intercommunautaires, le gouvernement de transition d'alors a, à partir de l'année 2014, initié plusieurs projets de réconciliation qui se sont révélés pour la plupart inefficaces. L'entrée en jeu des organisations de la société à partir de 2015 a permis d'entrevoir un début de solution.

Le présent rapport d'étude n'a pas vocation à faire un procès des initiatives lancées par le gouvernement, quoiqu'il ne manque pas de souligner au passage les raisons qui expliquent le peu de résultats obtenus. Il vise simplement à dire la part des organisations de la société civile dans la réconciliation des communautés à Boda. Nul ne doute que cette étude s'inscrit dans la logique visant à analyser les dynamiques des marges qui participent de la construction de la paix en RCA.

Ce travail a bénéficié de l'appui inestimable de l'antenne de la PIJCA Boda, de l'Association des ex-combattants de Boda à qui je rends un vibrant hommage. C'est aussi le lieu de remercier toutes les personnes qui ont accepté de répondre à des questions qui ont réveillé parfois des souvenirs douloureux.

Une mention spéciale et singulière revient au CCFD-Terre Solidaire dont l'appui (aussi bien financier que technique) constant a permis au CCRAG (Centre Centrafricain de Recherche et d'Analyse Géopolitique) et à ses chercheurs de mener des projets de recherche qui participent de la redynamisation du paysage scientifique centrafricain. Nos remerciements vont en particulier à Bruno Angsthelm et Jean-Luc Piermay du CCFD-Terre Solidaire.



*Hôtel de Ville de Boda
© CCFD-Terre Solidaire*

Introduction

L'ex-rébellion *séléka* s'est emparée du pouvoir le 24 mars 2013, après avoir lancé les premières offensives contre les institutions républicaines et le régime de François Bozizé en décembre 2012. Cette prise de pouvoir par la violence armée a entraîné une crise protéiforme au relent identitaire et communautaire sans précédent. On assistait à des affrontements armés sur fond de tensions communautaires entre l'ex-rébellion *Séléka*, majoritairement composée de musulmans et les milices *anti-balaka*, un mouvement d'autodéfense constitué essentiellement de la population chrétienne.

Cette crise n'était pas la première en République Centrafricaine (RCA), car le pays « a connu des crises sociopolitiques à répétition depuis la disparition tragique de son fondateur Barthélemy Boganda une année avant la proclamation de l'indépendance⁽¹⁾ ». Ce pan de l'histoire est important dans la compréhension des causes de nombreuses violences dont les origines remontent au XVIII^e siècle marqué par l'expansion des sultanats et l'arrivée le siècle suivant des colons. L'Oubangui-Chari fait donc partie, du fait de violences liées à l'esclavagisme et à la colonisation, des territoires coloniaux les plus brutaux⁽²⁾. Cette situation historique fait dire que la « République Centrafricaine s'est, au cours de son histoire, socialisée et habituée à la violence⁽³⁾ ».

Cette bipolarisation identitaire de la crise de 2013 a été observée quasiment sur toute l'étendue du territoire⁽⁴⁾. Il s'agissait d'une crise complexe, difficile à cerner à la première lecture⁽⁵⁾.

Située dans la préfecture de la Lobaye, à 185 km de Bangui la capitale, la ville de Boda a été le théâtre de violences armées entre les *anti-balaka* et des jeunes musulmans constitués en groupes d'autodéfense à la suite du retrait de la ville des rebelles de l'ex-rébellion *Séléka* en janvier 2014. La ville de Boda a été, en effet, divisée en deux camps et les communautés ont été séparées pendant deux ans, de janvier 2014 à février 2016.

De nombreuses campagnes locales de médiation, menées aussi bien par le gouvernement de transition de l'époque que par les organisations de la société civile (OSC) ont permis aux communautés divisées d'entamer un processus de réconciliation qui a débouché sur une cohabitation intercommunautaire. De nos jours, les ex-combattants de Boda et des villages environnants, toutes tendances confondues, sont réunis au sein d'une seule association pour promouvoir les valeurs de la paix.

L'intérêt de cette étude est double : d'une part, elle vise à faire une historiographie de la crise intercommunautaire à Boda. La chronologie des événements et le rôle des différents acteurs publics et sociaux sont particulièrement mis en exergue. D'autre part, l'étude s'attache aussi à produire une analyse du rôle de la société civile dans le processus d'apaisement et de réconciliation entre groupes antagonistes.

1. Paul-Crescent BENINGA et al., *Persistance de la crise centrafricaine, comprendre pour agir*, Yaoundé, Friedrich Ebert Stiftung, 2017, p.7.

2. Roland Marchal, « Vers un système de conflits », in *Politique Africaine*, 2006/2, n° 102, pp. 135-154.

3. Paul-Crescent BENINGA, « Surdité politique, institutionnalisation de la militarisation des revendications sociopolitiques et territorialisation en Centrafrique », in *Les Cahiers du CCRAG*, n° 01, Bangui, Presse du CCRAG, 2022, p.42.

4. Exception faite de quelques villes de l'arrière-pays dont celle de Paoua où la crise n'a pas impacté la cohabitation entre les deux communautés.

5. Lire : Roland Marchal, « Premières leçons d'une « drôle » de transition en République Centrafricaine », in *Politique Africaine*, 2015/3, n° 139, pages 123 à 146. Ou bien T. Carayannis et L. Lombard (dir.), *Making Sense of the Central African Republic*, Londres, Zed Books, 2015.

La crise de 2013 n'a épargné aucune région de la RCA. Toutes les contrées du pays ont été investies par les rebelles de la *séléka* et/ou plus tard par les *anti-balaka*. La dissolution de l'ex-rébellion *séléka* en septembre 2013 puis la démission en janvier 2014 de Michel Djotodia, alors chef d'État de la transition, n'ont pas réussi à mettre un terme aux affrontements entre rebelles de la *séléka* et miliciens *anti-balaka*. Ces groupes armés, membres de l'ex-rébellion *séléka*, ont alors quitté la capitale pour se disperser dans l'arrière-pays où ils ont régné en maîtres sur les territoires conquis, certains encore jusqu'à aujourd'hui. A Bangui, les *anti-balaka* et des groupes de miliciens musulmans d'autodéfense du quartier km5 (troisième arrondissement), connectés à certains groupes de l'ex-rébellion *séléka* en province, ont « cohabité » pendant près de quatre ans, de 2013 à 2017.

Les événements qui se sont produits à Boda sont la conséquence du coup d'État du 24 mars 2013 qui en a été incontestablement l'élément déclencheur. Il faut donc comprendre ce qui s'est passé au niveau national pour bien saisir les origines des « conflits intercommunautaires » qui ont traversé Boda.

I. De la coalition des « groupes politico-militaires » au renversement du régime de François Bozizé en mars 2013

François Bozizé s'était emparé du pouvoir le 15 mars 2003 à la faveur d'un coup d'État militaire. Très vite il sera confronté à une série de rébellions armées entre 2005 et 2008 avec l'Armée Populaire pour la Restauration de la Démocratie (l'APRD) de Jean-Jacques Demafouth, l'Union des Forces Démocratiques pour le Rassemblement (UFDR) de Zakaria Damane et Abakar Sabone, l'Union des Forces Républicaines (UFR) de Florian Djadder et la Convention des Patriotes pour la Justice et la Paix (CPJP) de Charles Massi. Ces groupes armés étaient pour la plupart « *des mouvements d'autodéfense qui avaient été récupérés par des hommes politiques dans l'optique de faire passer leurs revendications personnelles*⁽⁶⁾ ». Par exemple, les éléments de l'APRD sur le terrain n'avaient jamais entendu parler de Jean-Jacques Demafouth jusqu'au jour où il représenta leur mouvement au Dialogue politique inclusif de 2008 à Bangui⁽⁷⁾. Abakar Sabone, ancien « libérateur⁽⁸⁾ » devenu ministre de François Bozizé, avait « récupéré » l'UFDR, grâce à son alliance avec Zakaria Damane, ancien garde forestier. Ce sont là quelques exemples de récupération politique des mouvements d'autodéfense par des personnalités politiques tombées en disgrâce et cherchant à revenir dans la vie politique.

Ces groupes armés ont signé avec le gouvernement un Accord Global de Paix le 21 juin 2008 à Libreville et ont pris activement part au Dialogue Politique Inclusif tenu à Bangui du 05 au 20 décembre de la même année. Ces deux initiatives n'ont pas débouché sur une paix durable. Quatre ans plus tard, au mois de décembre 2012, la *séléka* se formera, par la coalition de nombreux groupes politico-militaires à l'instar du Front Démocratique du Peuple Centrafricain de Martin Koumtamadjji, alias Abdoulaye Miskine, de la Convention des Patriotes pour la Justice et la Paix de Nourredine Adam, de l'Union des Forces Démocratiques pour le Rassemblement de Michel Djotodia, de la Convention Patriotique pour le Salut du Kodro de Moussa Dahaffane. Le non-respect par le gouvernement des accords de paix signés en 2008 a été, selon les responsables de cette nouvelle coalition, à l'origine de la rébellion. Andrea Ceriana

7. Louisa Lombard, Traduction Rapahel Botiveau, « Rébellion et limites de la consolidation de la paix en République Centrafricaine », in *Politique Africaine*, n° 125, 2012, pp. 189-208.

8. Ce terme désigne les rebelles qui portèrent Bozizé au pouvoir en mars 2003.

Mayneri affirme à ce propos que :

Les chefs et porte-parole de la séléka se limitent alors à évoquer de manière générale le non-respect des accords de paix signés les années précédentes par le gouvernement centrafricain et ne s'opposent guère à ce que leurs hommes commettent des actes particulièrement violents, souvent assimilables à des violations des droits de l'homme, à l'encontre des populations civiles⁽⁹⁾.

En décembre 2012, la coalition *séléka* avait lancé ses offensives sans rencontrer de véritables résistances face à une armée centrafricaine affaiblie et démotivée⁽¹⁰⁾. Les villes de l'arrière-pays tombèrent les unes après les autres. Cette avancée s'accompagnait de très nombreuses violences à l'encontre des populations civiles⁽¹¹⁾. Outre les membres de leurs propres groupes, la coalition avait mobilisé une large main d'œuvre alors disponible pour combattre à ses côtés : anciens rebelles tchadiens et soudanais, « ex-libérateurs », « coupeurs de route », braconniers, bref tous ceux qui pratiquent le « métier des armes⁽¹²⁾ » et de la violence, rendant très difficile le contrôle des éléments armés qui se livraient à des actes de pillages, d'incendie de maisons et de violences sur les populations civiles. Après la dissolution de la coalition *séléka*, les populations civiles étaient encore quotidiennement confrontées à des actes de pillages, d'exécutions sommaires, de viols, de tortures, d'arrestations arbitraires et de massacres de la part des groupes membres de la coalition *séléka*.

La majorité des populations perçoit ces « violences subies comme le fait d'étrangers venant du nord pour envahir le pays et piller ses ressources, et ce alors même que, souvent, ceux-ci appartenaient à des communautés qui, géographiquement, sont bien situées en Centrafrique, mais établies dans les préfectures frontalières marginalisées, comme la Vakaga⁽¹³⁾ ». A cela, s'ajoute le fait que la grande majorité des combattants appartenait à la communauté musulmane, souvent assimilée aux Tchadiens. Ce double marquage – étranger et musulman - marque le début du processus d'organisation des groupes d'autodéfense *anti-balaka*.

Le 05 décembre 2013, les milices *anti-balaka*, constitués d'anciens membres de groupes d'autodéfense, de certains éléments des Forces de Défense et de Sécurité (FDS), de jeunes paysans et inactifs, vont lancer, en signe de protestation, une offensive manquée contre le régime en place. Appartenant en grande partie aux communautés chrétiennes, les *anti-balaka* vont dans un premier temps s'en prendre aux communautés musulmanes. Celles-ci subiront à leur tour, avec la complicité d'une partie de la population, des actes de violences, de pillages, de tortures et de viols. On se souvient encore de cette scène en janvier 2014 où la population avait lynché un citoyen musulman tiré d'un bus de transport en commun et brûlé son corps. Le temps passé, aucune communauté ne sera épargnée des violences perpétrées aussi bien par les groupes armés de l'ex-rébellion *séléka* que par les *anti-balaka*. La population civile a subi des violences indicibles. C'était un temps de fous comme l'affirme François-Xavier Yombandje et « la victime parfaite du temps des fous et des chefs de guerre de tous les bords, c'est le peuple⁽¹⁴⁾ ».

Ces violences nous rappellent que la construction de l'État Centrafricain est consubstantielle à la vio-

9. Lire Andrea Ceriana Mayneri, « La Centrafrique, de la rébellion *séléka* aux groupes *anti-balaka* (2012-2014) : Usages de la violence, schème persécutif et traitement médiatique du conflit », in *Politique Africaine*, n° 134, 2014, pp. 179-193.

10. *Ibidem*.

11. Human Rights Watch, « I Can Still Smell the Dead ». The Forgotten Human Rights Crisis in the Central African Republic», septembre 2013, in www.hrw.org/reports/2013/09/18/i-can-still-smell-dead, consulté le 22 avril 2022.

12. Marielle Débos, *Le métier des armes au Tchad. Le gouvernement de l'entre-guerres*, Paris, Kharthala, 2013.

13. La Vakaga est la préfecture située à l'extrême-nord de la RCA (chef-lieu Birao).

14. François-Xavier Yombandje, *Propositions pour sortir de la crise centrafricaine*, Côte d'Ivoire, L'Harmattan, 2011, p. 13.

lence, elle s'est faite sur les ruines d'une société dont la violence est présente dans la mémoire collective. C'est ce que pense, en d'autres termes, Calvin Minfegue lorsqu'il affirme que « *l'État centrafricain, moderne, a échoué à monopoliser la violence ou à capter les principales forces qui la structurent de sorte à asseoir durablement son autorité et inscrire sa viabilité sur un temps relativement long*⁽¹⁵⁾ ». En effet, si depuis le Moyen-Âge le territoire qui est devenu la République Centrafricaine a été un lieu de rencontre des peuplades fuyant les esclavagistes arabes et européens, la violence exercée par les compagnies concessionnaires et par les colons sur ces populations a marqué de son sceau indélébile la mémoire collective de ses habitants.

Les communautés s'entredéchiraient, complexifiant davantage le conflit, et ce, en dépit du déploiement de la mission *Sangaris*, lancée en décembre 2013 sous mandat onusien. Les anti-balaka s'en prenaient systématiquement aux propriétés des musulmans, détruisaient les mosquées et les groupes armés de l'ex-rébellion *séléka* faisaient de même pour les lieux de culte chrétiens, et ce, avec la participation des populations de leurs communautés. Par exemple, la Mosquée de Lakouanga, située dans le deuxième arrondissement de la ville de Bangui, a été pillée à deux reprises, en mai 2014 et octobre 2015, par les *anti-balaka*, aidés par une partie des communautés chrétiennes. Les paroisses de Saint Michel et de Saint Mathias à Bangui ont été rasées par les hommes armés de l'ex-rébellion *séléka* en septembre 2015. La destruction des paroisses à Bangui s'inscrit dans la suite des actes de pillages et de destruction des lieux de culte dans l'arrière-pays, notamment à Kaga Bandoro lors de la progression de l'ex-rébellion *séléka* entre décembre 2012 et mars 2013. Pour les Évêques de Centrafrique, il ne fait aucun doute que la *séléka* mettait en œuvre à l'époque une « *politique de destructions programmées des Églises chrétiennes*⁽¹⁶⁾ ». Somme toute, la destruction des lieux de culte et les actes de violences orientés vers des communautés ciblées sont des caractéristiques d'un conflit à la fois intercommunautaire et interconfessionnel.



Le retour Déplacés Peulhs © CCFD-Terre Solidaire

au calme est revenu progressive-

15. Calvin Minfegue, «Notes sur l'économie de la violence en RCA», in *Les Cahiers du CCRAG*, n° 01, Presses du CCRAG, 2022, p.18.

16. Lire : Message de la Commission Épiscopale Justice et Paix, mai 2013.

ment grâce aux multiples campagnes de médiation et de sensibilisation à la paix initiées aussi bien par des Organisations Non Gouvernementales (ONG) que par le Gouvernement de transition entre 2013 et 2016 et grâce au retour à l'ordre constitutionnel rendu possible à la faveur des élections législatives et présidentielles de 2015-2016. Les communautés ont réappris à cohabiter et les musulmans sont revenus petit à petit dans le pays sauf dans les villes de Bossangoa dans l'Ouham et de Baoro dans la Nana Mambéré dont les populations locales ont longtemps refusé le retour des musulmans. Les populations chrétiennes étaient réticentes à l'idée de cohabiter de nouveau avec les communautés musulmanes. Il aura fallu attendre 2019 pour qu'un retour progressif et très timide s'effectue dans ces deux villes.

Au plan sécuritaire, entre 2015 et 2019, la situation s'est apaisée mais pourtant le nombre de groupes armés est passé de 10 à plus de 15⁽¹⁷⁾. L'échec des opérations du Désarmement, Démobilisation Réintégration et Rapatriement (DDRR) a permis aux groupes armés de conserver leurs positions initiales dans l'arrière-pays, exception faite du FDPC, dont la base a été démantelée en 2019 dans la localité de la Nana Mambéré par les forces armées centrafricaines (FACA), et du FPRC dont les troupes ont été mises en déroute dans la Vakaga par le Mouvement des Libérateurs Centrafricains pour la Justice (MLCJ) avec l'appui équivoque du Gouvernement dont les contours restent à préciser.

Ces groupes armés et les ex-combattants *anti-balaka* du nord du pays ont été mobilisés par l'ancien Président, François Bozizé, lors de la création de la Coalition des Patriotes pour le Changement (CPC), une nouvelle rébellion armée. La CPC est née au lendemain de la Décision n° 026/CC/20 du 03 décembre 2020 de la Cour Constitutionnelle arrêtant la liste définitive des candidats à l'élection présidentielle du 27 décembre 2020. En application des articles 103 et 104 du Code électoral, la Cour a invalidé cinq (05) dossiers de candidatures sur 22 dont celui de François Bozizé qui était en précampagne dans la ville de Kaga-Bandoro, bastion du MPC. Les sages de la Cour Constitutionnelle reprochèrent à ce dernier de faire l'objet d'un mandat d'arrêt international du Doyen des juges d'instruction du Tribunal de Grande Instance de Bangui, lancé contre lui en mars 2014 pour assassinats, arrestations, séquestrations, détentions arbitraires et tortures, destructions et incendies de maisons, enlèvements, exécutions sommaires et extrajudiciaires, détournement de deniers publics⁽¹⁸⁾.

II. Réalités du conflit intercommunautaire à Boda

Bien que dissoute en septembre 2013, la *séléka* a continué de sévir dans la ville de Boda en dépit de multiples rappels à l'ordre de Michel Djotodia, impuissant et dépassé par les rivalités du pouvoir, et ce, jusqu'à sa démission en janvier 2014⁽¹⁹⁾. Cette démission a entraîné dans le même mois le retrait des combattants armés de l'ex-rébellion *séléka* de la ville de Boda qui vont regagner le centre, le nord et le nord-est du pays, notamment, les régions de la Ouaka, de la Nana Gribizi, de la Vakaga ou encore du Bamingui Bangoran.

17. Seuls 14 groupes armés ont été officiellement reconnus par l'ONU et l'UA : FPRC, RPRC, UPC, MLCJ, UFRF, UFR, FDPC, MPC, 3R, Révolution-Justice (faction Belangar et faction Sayo), *séléka* rénovée, *anti-balaka* (faction Mokom) et *anti-balaka* (faction Ngaissona).

18. Cf. La Décision n° 026/CC/20 du 03 décembre 2020 de la Cour Constitutionnelle arrêtant la liste définitive des candidats à l'élection présidentielle du 27 décembre 2020.

19. Lors d'un sommet extraordinaire des Chefs d'État de la Communauté économique des États d'Afrique Centrale (CEEAC) à l'initiative du feu Président Idriss Déby Itno.

- L'occupation de la ville de Boda par la Séléka

L'occupation de Boda par les combattants de la *séléka* ne semble pas avoir aussitôt entraîné de conflits intercommunautaires. Selon les témoignages recueillis, une certaine tension était toutefois perceptible entre les deux communautés. La population accusait la communauté musulmane de Boda d'être de connivence avec les rebelles de la *séléka* qui s'en prenaient à leurs biens, violaient les femmes et torturaient des jeunes⁽²⁰⁾. Cette accusation n'illustre pas toute la réalité car les musulmans de la ville de Boda subissaient aussi – peut-être pas au même titre que les autres communautés - ces tristes réalités presque communes dans toutes les régions confrontées aux conflits intercommunautaires.

Cette tension était aussi nourrie par de vieux antagonistes intercommunautaires qui existaient bien avant. Dans l'imaginaire populaire de la communauté chrétienne de Boda, les musulmans étaient d'office complices de la *séléka* du fait de leur appartenance commune à l'Islam. Cette perception est en fait erronée car les témoignages recueillis montrent qu'aucune communauté n'était épargnée des exactions des rebelles de l'ex-rébellion *séléka*.

- La formation des anti-balaka de Boda

Les *anti-balaka* venus de Lambi, de Yaloké dans l'Ombella M'Poko et de Bossangoa dans l'Ouham ont investi aussitôt la ville de Boda à l'annonce du retrait des combattants *séléka* de la ville le 28 janvier 2014. Très vite, ils vont procéder au recrutement des jeunes chrétiens de la ville qui vont se faire mystiquement et traditionnellement vacciner contre les munitions de guerre au village Pama, situé à une trentaine de kilomètre de Boda, chez un tradipraticien dénommé Ouité⁽²¹⁾. Dès leur retour, la tension était de plus en plus perceptible entre les deux communautés qui se regardaient avec beaucoup de méfiance. D'autant plus qu'il n'y avait pas à cette époque de forces de maintien de l'ordre dans la ville.

- L'affrontement

L'élément déclencheur fut l'assassinat de sept enfants musulmans à 7h00 du matin le 30 janvier 2014 par les miliciens *anti-balaka* qui ont également brûlé ce jour-là le principal marché musulman de la ville⁽²²⁾. Cet assassinat intervient à la suite de l'échec d'une négociation initiée par des leaders de la communauté musulmane qui avaient tenté « *de négocier un accord entre les anti-balaka et les riches négociants diamantaires musulmans, proposant de payer pour que les anti-balaka n'attaquent pas leur communauté* ». Alerté, le curé de la paroisse Saint Michel de la ville s'était rendu sur les lieux du forfait afin d'apaiser les tensions. Le jeune paroissien qui l'accompagnait fut, à son tour, assassiné par les *anti-balaka* qui l'ont qualifié de traître, arguant qu'il serait de connivence avec les musulmans. La tuerie de ce jeune dissipe alors le doute sur l'identité des personnes qui ont tué les sept enfants musulmans : ce sont les *anti-balaka*.

Ces tueries expliquent pourquoi la communauté musulmane a eu recours aux mécanismes d'autodéfense. En témoignent les propos de Hamed Nourredine, leader du mouvement d'autodéfense de la communauté musulmane, qui affirme que : « *nous n'avions pas de bases. Nous avons constaté un matin la mort de sept personnes de notre communauté. De là, nous nous sommes organisés pour nous défendre jusqu'à l'arrivée de la mission Sangaris qui nous a mis dans une enclave*⁽²³⁾ (...) ».

20. Source : notre enquête, Boda, novembre 2021.

21. *Ibidem*.

22. « République Centrafricaine : Les musulmans contraints à fuir le pays », in hrw.org/fr/new/2014/02/12/republique-centrafricaine-les-musulmans-contraints-fuir-le-pays.

23. Entretien réalisé avec Hamed Nourredine, Boda, novembre 2021.

- La séparation

Les violences intercommunautaires se sont intensifiées du 30 janvier au 04 février 2014 et pourraient avoir fait, selon les données de Human Rights Watch, plus de 100 morts et 50 blessés⁽²⁴⁾. Alerté sur cette situation chaotique et face au risque qui pesait sur la population civile et sur la communauté musulmane en particulier, le général Soriano, commandant de la force *Sangaris*, a déployé, en accord avec le Gouvernement Centrafricain de transition, le 05 février 2014 près de cent (100) hommes des forces du Groupement Tactique Interarmé Acier (GTIA) dans la ville de Boda afin de restaurer la sécurité. Elle s'est constituée en une force d'interposition, traçant une ligne rouge autour du quartier *Ali* dans lequel s'est réfugiée toute la communauté musulmane. Cette situation a été très mal perçue et vécue par la communauté musulmane qui s'est retrouvée enfermée dans une enclave, interdite de se déplacer en dehors.

- Le déploiement des anti-balaka dans la ville

Les *anti-balaka* établissaient petit à petit leurs bases dans toute la ville ; on en dénombrait sept. La base de la première circonscription du 6e arrondissement était dirigée par Dondjo Jean-Noël tandis que celle de la deuxième circonscription du même arrondissement l'était par Japhète Balekouzou, décédé lors d'un affrontement et qui sera remplacé par Thibault venu de la ville de Kabo. Le Camp Pourou a été coordonné dans un premier temps par Baïna Sylvain décédé des suites d'une maladie et, dans un second temps, par son frère Baïna Blaise⁽²⁵⁾. La base de Cotonaf était sous la supervision de Yaté Sévérin. Médard Dimanche et Odilon Sérébizon avaient respectivement la responsabilité des bases du 3e et du 2e arrondissements. Au total, on dénombrait près de 550 combattants *anti-balaka* répartis sur les sept bases.



Miliciens musulmans, Boda. © CCFD-Terre Solidaire

- L'emballement

Les témoignages recueillis affirment clairement que la ligne rouge, telle qu'elle a été pensée et mise en place, n'a pas apporté de solutions espérées et attendues. De nombreux affrontements entre *anti-balaka* et forces d'autodéfense musulmanes ont eu lieu, et ce, en dépit de la présence des soldats de la mission *Sangaris*.

24. *Ibidem*.

25. Firmin Kparafio sera quasiment le seul ex-combattant *anti-balaka* de la ville de Boda à rejoindre en décembre 2020 la Coalition des Patriotes pour le Changement (CPC) ayant la coordination de la base Mission.

Les tensions entre groupes armés ont été exacerbées par les événements du 20 août 2014 au quartier Km5 dans le troisième arrondissement de Bangui survenus entre les forces armées internationales et des groupes d'autodéfense. À Boda, les forces d'autodéfense musulmanes ont attaqué les forces *anti-balaka* de Boda afin de venger les morts de Bangui⁽²⁶⁾.

Le général Bellot des Minières, commandant la force *Sangaris*, s'était rendu à Boda où il a évoqué la situation sécuritaire avec les autorités locales, notamment le maire et les chefs des quartiers. En réalité, le lien entre les deux événements (Bangui et Boda) n'est pas clair. Il faut aussi prendre en compte l'assassinat par les *anti-balaka* le même jour à Boda de « *deux jeunes musulmans âgés respectivement de 14 et 15 ans sortis à la recherche de bois de chauffe* », qui ont entraîné des représailles des forces d'autodéfense musulmanes. On dénombra au moins cinquante (50) morts en moins d'une semaine d'affrontement entre *anti-balaka* et forces d'autodéfense musulmanes de Boda⁽²⁷⁾.

Face à la persistance des affrontements intercommunautaires et au lourd bilan en vies humaines, le GTIA a renforcé sa présence en déployant le 1er septembre 2014 deux sections supplémentaires, confirmant la gravité de la situation.

Les communautés locales de Boda espéraient l'anéantissement de tous les groupes armés par l'opération *Sangaris*. Ne pas l'avoir fait a été considéré comme un échec, mais l'opération *Sangaris* n'avait pas mandat de combattre contre les civils armés et la complexité du conflit l'a amenée aussi à la prudence pour ne pas être considérée comme une partie à part entière au conflit.

Les milices ne s'en prenaient pas aux institutions de la République, mais s'affrontaient plutôt entre elles. Face à ces réalités, la responsabilité première de l'opération *Sangaris* était de s'interposer et de protéger les populations civiles non armées. D'autant plus que les affrontements se déroulaient dans la ville de Boda, dans les quartiers habités. Les milices d'autodéfense musulmanes considéraient que l'opération *Sangaris* apportait un appui logistique et technique aux *anti-balaka*, et inversement, ceux-ci accusaient à leur tour l'opération *Sangaris* de soutenir les milices d'autodéfense de la communauté musulmane. De nombreux témoignages recueillis auprès de la population accusent les soldats français de la mission *Sangaris* d'avoir souvent joué aux pompiers pyromanes. À ce sujet, un leader communautaire affirme que « *nous avons tardivement compris que les soldats français de la mission Sangaris allumaient le feu, montaient les communautés les unes après les autres*⁽²⁸⁾ ».

Si les *anti-balaka* ont prétexté défendre leurs communautés face aux violences perpétrées par les rebelles de l'ex-coalition *séléka*, il s'est agi, dans le cas de la ville de Boda, d'un véritable prétexte visant à mettre en place un dispositif de racket, de règlement de compte, de vol, de pillage, d'arnaque et d'escroquerie. En témoignent non seulement le contexte d'arrivée des *anti-balaka* dans la ville mais aussi les infractions et crimes commis par ces derniers. Les *anti-balaka* sont arrivés dans la ville de Boda après le retrait des combattants de la coalition *séléka*, ce qui écartait tout danger auquel les communautés locales auraient été confrontées.

26. « RCA : opération Sangaris : point de la situation du 28 août 2014 », in <https://www.asafrance.fr/item/rca-operation-sangaris-point-de-situation-du-28-aaout-2014.html>.

27. « Au moins 50 morts en trois jours d'affrontement entre séléka et antibalaka à Boda », in <https://www.aa.com.tr/fr/politique/au-moins-50-morts-en-trois-jours-d-affrontements-entre-séléka-et-anti-balaka>.

28. Source : notre enquête, Boda, novembre 2021.

De même que la *séléka*, les *anti-balaka* ont été responsables de nombreux actes de violences auprès des populations civiles sans exception aucune. Un leader d'opinion interrogé au sujet des *anti-balaka* affirme que :

Les anti-balaka ont trompé les chrétiens (communauté chrétienne) au début de leur installation à Boda. Ils disaient qu'ils étaient là pour nous défendre contre un éventuel retour de la séléka. Or, c'étaient de véritables bandits. Ils nous (communauté chrétienne) ont pillés, ils violaient les jeunes filles, et s'en prenaient aussi bien aux musulmans qu'aux chrétiens. Ceci nous a permis de comprendre tardivement que le problème de la RCA est la mal gouvernance et non une guerre de religion⁽²⁹⁾.

- La CPC à Boda

La CPC s'était emparée de Boda en décembre 2020 et François Bozizé a fait de la ville le quartier général de la rébellion. Si la présence de Bozizé dans la ville de Boda a dissuadé la CPC des actes de violences physiques, de pillage et de viol sur les populations, il n'en demeure moins que la crise de la CPC a eu un impact négatif sur le village Ndanga qui a été le seul de la sous-préfecture à payer un lourd tribut pendant ce conflit. La population a dû se réfugier deux fois en un mois dans la brousse pour se protéger. La première fois, ce fut à l'installation de la rébellion CPC en janvier 2021 dans le village après son échec dans l'attaque de la ville de Bangui. La CPC a occupé le village durant deux (02) mois en l'absence de la population en fuite. Les rebelles ont tout pillé, des médicaments du centre de santé jusqu'au mobilier des écoles et même des églises pour en faire du bois de chauffe. Comme la population avait fui en toute urgence sans rien prendre, les rebelles ont pu se fournir dans les habitations (vêtements, ustensiles, matelas, meubles...) et ont mangé tout le bétail abandonné. Ils ont aussi détruit les greniers qui stockaient les récoltes, les petits élevages et les structures administratives du village.

La seconde fois, les populations ont fui en brousse lors de l'opération militaire des forces du groupe russe Wagner et gouvernementales en mars de la même année pour lever le verrou que constituait ce village de Ndanga sur la route de Boda. Les rebelles CPC avaient à ce moment-là obligé la population à revenir au village pour en faire un bouclier humain. Les Russes ont alors attaqué le village à l'aide de drones armés qui ont bombardé la localité sans précaution, faisant 11 morts civils et 7 blessés dont certains membres de la PIJCA. Les rebelles ont alors quitté le village pour se réfugier à Boda. La CPC a alors quitté Boda permettant ainsi le retour des forces gouvernementales et des autorités publiques.

29. Entretien réalisé avec un leader d'opinion, Boda, novembre 2021.

I. Des tentatives gouvernementales inefficaces

Entre 2014 et 2015, le gouvernement a dépêché à Boda sept (07) missions pour tenter de réconcilier les deux communautés. En septembre 2014, quelques jours seulement après de violents affrontements intercommunautaires, la Présidente de la transition elle-même s'engage et reçoit en audience à Bangui les autorités administratives et les forces vives de la préfecture de la Lobaye pour discuter des initiatives visant à ramener la paix à Boda. Sont présents le haut fonctionnaire Jean Willybiro Sacko⁽³⁰⁾, et deux élus de Boda, Maxime Boundjo, l'ancien député de la première circonscription de Boda, et Fidèle Soussou, l'ancien maire de Boda, qui vont, à partir de ce moment-là, s'impliquer dans la recherche de solutions aux conflits intercommunautaires dans leur localité. Bien que tous ces efforts aient permis d'apaiser les communautés, le chef d'État de Transition, Catherine Samba-Panza en personne, a dû se déplacer à Boda début 2015 pour réaffirmer l'autorité de l'État aux milices *anti-balaka*, très hostiles à la réconciliation.

Alors que la population de Boda accuse le gouvernement de l'avoir abandonnée, l'implication de Maxime Boundjo aurait été déterminante car, bien que chrétien, son père fut musulman. Son appartenance aux deux communautés fait de lui l'une des très rares personnes capables de fréquenter les deux communautés. Avec Fidèle Soussou et Jean Willybiro Sacko, ils ont pu rendre audible le discours du gouvernement sur la nécessité du vivre-ensemble.

Un leader religieux interrogé affirme que leur implication dans la recherche de la paix avait constitué un gage d'assurance auprès de la population et a facilité plus tard la restauration de l'autorité de l'État⁽³¹⁾.

Mais tous ces efforts ont échoué à réconcilier les communautés. L'État était préoccupé à ce moment-là à lever la ligne rouge autour du quartier *Ali*, c'est-à-dire à ouvrir l'enclave musulmane pour amener les communautés à se fréquenter de nouveau, et surtout afin de rétablir la circulation des biens et des personnes dans cette ville diamantifère.

En réalité, toutes ces autorités n'avaient pas suffisamment pris en compte les oppositions des parties en conflits, aucun combattant n'avait été désarmé et aucune base n'avait encore été démantelée. Comme l'a affirmé un leader religieux, « *on ne réconcilie pas les cœurs des gens qui font semblant de participer au processus de réconciliation alors qu'ils tiennent encore des bases militaires et entretiennent des*

30. Jean Willybiro-Sako est un homme politique et diplomate centrafricain, qui a notamment exercé de nombreuses fonctions ministérielles. En juillet 2014, il participe activement à la signature des accords de cessation des hostilités à Brazzaville entre les différentes factions en conflit en République centrafricaine. Il préside, tout d'abord, la Commission préparatoire de cessation des hostilités lors des ateliers de Bangui, avant de participer directement aux travaux de la Commission de cessation des hostilités lors du forum de Brazzaville qui aboutiront à la signature des accords de Brazzaville du 23 juillet 2014 (Wikipedia). Il est l'actuel ministre d'État au Désarmement, Démobilisation, Réinsertion et Rapatriement.

31. Source : notre enquête, Boda, novembre 2021.

jeunes armés qui commettent jour et nuit d'énormes atrocités⁽³²⁾ ». Cette démarche de réconciliation par le haut a échoué.

II. De timides tentatives de restauration du dialogue

La Mission *Sangaris*, déployée au plus fort des tensions communautaires a été, en dépit des critiques fondées ou non, un acteur important de la réconciliation à Boda. Elle a d'abord stabilisé la situation et évité que les communautés s'entretuent davantage. Mais ce serait bien aussi le commandant en chef des forces *Sangaris* qui le premier aurait permis, selon plusieurs témoignages recueillis auprès des ex-combattants, d'établir un timide dialogue entre les représentants des milices *anti-balaka* et autodéfense de la communauté musulmane. Il aurait en effet organisé et facilité les premières rencontres à la mairie de Boda entre les leaders des deux milices en conflits.

Les ONG ont, quant à elles, significativement participé à partir dès 2015 au processus de réconciliation à Boda. Après l'échec des différentes tentatives gouvernementale et présidentielle, les ONG ont privilégié un processus de réconciliation communautaire par le bas. Afrique Secours et Assistance (ASA) a facilité la mise en place d'un Comité de gestion et de prévention de conflits et Danish Refugee Council (DRC) a contribué à la création des Comités des sages dans chaque communauté.

Dès février 2015, des rencontres entre leaders communautaires et leaders des groupes armés ont permis de jeter les bases d'une réconciliation intercommunautaire. En témoigne la déclaration d'Ali Bouba, Vice-Président de la plateforme religieuse, qui affirme en ces termes que :

Les ONG ont fortement contribué à la réconciliation des communautés de Boda. Les premières tentatives de rencontre des leaders autodéfense des deux communautés ont été facilitées par l'ONG ASA à la mairie de Boda. Cette ONG ne s'est pas arrêtée à ce niveau, elle a initié des activités sportives et de cohésion sociale qui ont amené les communautés jadis séparées à se fréquenter. Les Comités de Prévention et de Gestion de Conflit ainsi que les Comités des Sages qui ont beaucoup œuvré pour la réconciliation à Boda relèvent de l'initiative de l'ONG ASA⁽³³⁾.

De son côté, Catholic Relief Service (CRS) a procédé à la distribution des matériaux de construction aux personnes dont les habitations avaient été totalement ou partiellement détruites. Pour l'ancien maire⁽³⁴⁾ de la ville de Boda, « *l'appui en matériaux de construction du CRS a été d'une grande utilité en ce sens qu'il a permis aux personnes déplacées internes dont les habitations ont été détruites d'en construire de nouvelles et de libérer les sites des déplacés. De nos jours, il n'existe plus un camp ou un site de déplacés internes à Boda* ».

32. Source : notre enquête, Boda, novembre 2021.

33. Entretien réalisé avec Ali Bouba, Boda, novembre 2021.

34. Source : notre entretien avec un ancien maire de la ville de Boda, novembre 2021.

Chapitre 2. Les acteurs de réconciliation à Boda : entre méconnaissance du contexte local, volonté de faire et actions à la base

Le Comité de Prévention et de Gestion de Conflit de Boda a été mis en place pour faire dialoguer des leaders communautaires, des autorités administratives et des responsables des OSC afin de les amener à œuvrer collectivement en faveur de la paix. Il vise à prévenir les conflits et à gérer les crises de telle sorte qu'elles ne débouchent pas sur des violences.

Au départ, il semble que l'absence de méthode pour dépasser les logiques communautaires n'ait pas permis, malgré les longues réunions tenues à la mairie en présence des délégations musulmane et chrétiennes, d'aboutir au moindre début de processus de réconciliation. Les ONG sont venues aider à mieux identifier les interlocuteurs puis à former les groupes de sages et de leaders communautaires.

Les membres du Comité de Prévention et de Gestion de Conflit ont alors bénéficié de nombreuses formations sur la gestion des conflits et des rumeurs, sur la cohésion sociale et le vivre-ensemble et sur les droits de l'Homme. En l'absence d'autorités judiciaires, les membres du Comité ont joué un rôle important dans la régulation de la vie sociale. C'est dans cette veine qu'un membre dudit Comité affirme que :

Notre rôle est de gérer les situations qui peuvent déboucher sur la violence. Mais dans les faits, nous étions sollicités pour toutes les difficultés auxquelles les populations étaient confrontées. On nous soumet des problèmes de couple, des conflits entre agriculteurs et cultivateurs, (...). Les différentes formations que nous avons reçues sur la cohésion sociale, les droits de l'Homme, la gestion des conflits... ont été d'une grande utilité. Pour dire vrai, nous avons été au-delà de notre mission. C'était pour le bien de la communauté⁽³⁵⁾.

Par exemple, lors du décès d'un collecteur de pierres précieuses de la communauté musulmane en 2018 suite à la saisine arbitraire de ses diamants par une mission venue de Bangui, les jeunes musulmans avaient voulu se rebeller parce qu'ils estimaient qu'il s'agissait d'un règlement de compte savamment orchestré contre les collecteurs musulmans. Cette rébellion, qui aurait pu raviver des tensions intercommunautaires, a été très vite étouffée à la faveur d'une médiation initiée par le Comité de Prévention et de Gestion de Conflit.

Ce Comité a été un modèle d'un partenariat de crise avec les autorités administratives. En l'absence d'autorités judiciaires au plus fort des tensions communautaires, la présidence du Comité par le sous-préfet, secondé par le maire de la ville, a permis en effet de créer un véritable partenariat de crise avec les communautés et les OSC locales. Il semble que ce Comité ne soit plus fonctionnel aujourd'hui.

Les *Comités des Sages*, véritables gendarmes des communautés, ont pour mission, eux, de prévenir les conflits au niveau de chaque communauté, l'un au niveau de la communauté musulmane et l'autre

35. Source, notre enquête, Boda, novembre 2021.

au niveau de la communauté chrétienne. Ces deux Comités des Sages ne disposent pas en effet d'une compétence territoriale et encore moins intercommunautaire. Chaque Comité ne s'occupe que de sa communauté d'appartenance et ne peut en aucun cas s'investir dans l'autre communauté. Les Sages de chaque communauté ont donc la responsabilité au sein de leur communauté d'empêcher tout conflit qui pourrait entraîner des tensions intercommunautaires.

L'action des ONG a permis de promouvoir une réconciliation par le bas en responsabilisant les acteurs locaux. Il s'agit d'une véritable démarche de médiation qui place au cœur du processus de consolidation de la paix les différentes parties aux conflits. Les initiatives portées par les ONG et les OSC au plan local ont véritablement impacté le cours des conflits mais n'avaient pas réussi à aboutir à la levée de la ligne rouge, c'est-à-dire à la fin de la séparation entre les communautés.

III. La PIJCA acteur clé de la réconciliation et d'une paix durable à Boda

Créée au plus fort des conflits en 2013, la Plateforme Interconfessionnelle de la Jeunesse de Centrafrique est, comme son nom l'indique, une plateforme qui regroupe des associations de jeunes citoyens issus de mouvements confessionnels chrétiens et musulmans dont la mission principale vise à créer une société juste, pluriculturelle et multireligieuse. Elle fait la promotion de la paix, du vivre ensemble et de la cohésion sociale en RCA.

La PIJCA développe de nombreuses actions en faveur des jeunes et s'intéresse particulièrement à la problématique de réconciliation et de réinsertion de jeunes ex-combattants et à la question de la défense des droits des femmes. Elle dispose aujourd'hui de 14 antennes locales dans le pays.

Les offres de médiation de la PIJCA

- Venir à Boda

Informée de tensions très graves à Boda, la PIJCA y organise une première mission début juillet 2015 avec deux autres ONG centrafricaines (OCDH, AIDSPC) et une panafricaine (ACORD International) afin de rencontrer les jeunes leaders d'associations des deux communautés, la communauté musulmane (imam, prêtres, sages...), les autorités (maire, sous-préfet), les religieux (curé, pasteur et imam séparément)⁽³⁶⁾. Cette mission a permis de mieux comprendre la problématique locale, l'enchaînement des faits, les responsabilités des uns et des autres et de créer des liens de confiance avec les différentes parties prenantes. La mission fait le constat que les deux communautés s'accusaient mutuellement d'être à l'origine des conflits communautaires et exigeaient l'une de l'autre une demande formelle de pardon avant d'envisager de cohabiter de nouveau de manière pacifique. Les communautés en conflits se rejetaient la responsabilité des tensions communautaires et se plaçaient chacune dans une posture de victime. Pourtant, la mission de la PIJCA note des signes encourageants, par exemple le témoignage suivant d'un leader de la communauté musulmane : « *nous sommes fatigués de cette crise, nous vou-*

36. À noter que le représentant musulman de l'AIDSPC n'avait pu participer aux rencontres en zone chrétienne en raison de la crainte de la mission pour sa sécurité. La situation était critique.

Chapitre 2. Les acteurs de réconciliation à Boda : entre méconnaissance du contexte local, volonté de faire et actions à la base

lons la réconciliation. Notre souhait est de revenir à la vie d'avant. Mais nos « frères chrétiens » doivent au préalable admettre leurs responsabilités et nous demander pardon (...) ».

Il avait aussi été constaté les limites des ONG internationales qui ont été perçus comme étrangères. Les communautés, surtout du côté chrétien, réclamaient en priorité la réparation de leurs maisons avant d'imaginer la possibilité d'une réconciliation.

- La marche de la réconciliation

Une semaine après, le président de la PIJCA, Belfort Ngbangoupe, accompagné de quelques membres du bureau national de la PIJCA de l'époque, est venu organiser dans l'enceinte de la mairie une table ronde afin de réunir toutes les parties prenantes de la crise. Les autorités locales, les responsables des *anti-balaka* et des forces d'autodéfense musulmanes, les leaders communautaires et associatifs sont venus de toutes les communautés de la ville de Boda afin d'échanger autour de la réconciliation inter-communautaire⁽³⁷⁾. La rencontre dure toute une journée avec l'appui des forces de la mission *Sangaris*.

S'appuyant sur l'exemple des leaders religieux⁽³⁸⁾ des trois confessions (catholique, évangélique et musulmane) qui s'étaient rassemblés pour fonder en avril 2014 la Plateforme des Confessions Religieuses de Centrafrique en vue de participer à la construction de la paix, le Président de la PIJCA va exhorter les leaders présents à un sursaut pour la réconciliation⁽³⁹⁾. À cette occasion, le ComZone *anti-balaka* a pris l'engagement devant tout le monde d'arrêter les exactions en mettant en place un dispositif de contrôle et de sécurité pour protéger les musulmans dans la ville et en particulier hors des quartiers musulmans. Il avait reconnu ne pas avoir pris conscience de ses responsabilités et de sa capacité à jouer un rôle positif dans la ville après avoir libéré la ville des *séléka*.

Tous les participants à la table ronde (religieux, leaders communautaires, miliciens...) ont ensuite fait ensemble une marche de la réconciliation qui a traversé tous les quartiers de Boda, franchissant au passage la fameuse ligne rouge qui marquait la frontière entre les communautés depuis plus d'un an. Ils ont fait le tour du quartier musulman et rencontré la communauté musulmane devant la mosquée. Le ComZone *anti-balaka* a ensuite réitéré publiquement ses engagements devant la communauté musulmane. Il y eu dans une large émotion collective des mots de repentir et de pardon sur les pertes civiles.

Le lendemain, les parties prenantes ont mis en place un cadre de discussions et d'échanges (qui s'est réuni parfois à la Mairie, parfois au quartier musulman) pour suivre la situation, régler les problèmes et mettre en place les activités de réconciliation... Au début, ce cadre se réunissait jusqu'à deux fois par semaine.

C'est aussi à partir de ce moment-là que les responsables des groupes armés ont recommencé à s'adresser la parole, à dialoguer, à se réunir à l'initiative des ONG et/ou des autorités locales et que les différents Comités de paix ont été mis en place avec l'appui des ONG.

C'est ainsi, grâce à cette *traversée symbolique* initiée par la PIJCA, que la fameuse ligne rouge de Boda a été enfin levée et que les communautés ont pu cohabiter de nouveau ; les hôpitaux, les écoles et les marchés ont été de nouveaux réunifiés et fréquentés par toutes les communautés.

37. Source : entretien réalisé avec l'ancien Coordonnateur de la PIJCA, Bangui, mai 2023.

38. Dieudonné Cardinal Nzapalainga de l'Eglise Catholique, Nicolas Grekoyame des Eglises évangéliques et l'Imam Oumar Kobine Layama de l'Islam.

39. Source : entretien réalisé avec l'ancien Coordonnateur de la PIJCA, Bangui, mai 2023.

- L'invitation des anti-balakas à Bangui

Comme il n'était pas encore possible d'organiser à Boda une large rencontre entre les deux groupes de miliciens, la PIJCA a invité en septembre 2015 à Bangui une délégation d'*anti-balaka* de Boda qui a pu échanger longuement avec les musulmans de Boda réfugiés à PK5, le quartier musulman de la capitale. Ils ont pu aussi dialoguer longuement avec les musulmans de la PIJCA et avec d'autres jeunes des groupes *anti-balaka* de Bangui.

Cela a été l'occasion d'un apaisement chez les uns et les autres. À Bangui, des miliciens d'autodéfense musulmans de PK5 ont accepté de s'engager auprès des associations musulmanes membres de la PIJCA tandis que de très nombreux jeunes musulmans réfugiés à PK5 sont finalement retournés à Boda.



Réunion avec un groupe d'*anti-balaka*, Boda
© CCFD-Terre Solidaire

Un ancrage durable de la PIJCA à Boda

- La création de l'antenne de PIJCA – Boda

Pour consolider cette avancée vers la réconciliation, il est apparu nécessaire d'installer en février 2016 une antenne de la PIJCA à Boda, qui avait pour mission de poursuivre les initiatives de médiation et de réconciliation entre les communautés de Boda. Abdarrahim Adraman, alias Dasco, est ainsi désigné Coordonnateur de la PIJCA de Boda. La PIJCA nationale a effectué plusieurs formations pour ses militants et pour les leaders communautaires de Boda pour leur permettre d'être encore plus efficaces dans les campagnes de médiation, de sensibilisation à la paix et de réconciliation intercommunautaire.

Dasco a été au cœur de nombreuses initiatives qui ont débouché sur la réconciliation des communautés de la ville, en ayant pu convaincre les leaders des deux communautés à se demander mutuellement pardon au nom de leur communauté respective. Dès mars 2016, il avait initié, sur ses propres fonds, des campagnes de médiation et de sensibilisation à la paix dans les quatre camps qui rassemblent les personnes déplacées de la sous-préfecture⁽⁴⁰⁾ et dans 8 villages de la périphérie de Boda exclusivement habités par des chrétiens, les musulmans ayant tous fui. Ces opérations menées avec le maire et la MINUSCA ont été peu concluives car les communautés de Boda étaient clairement réticentes à cette époque à l'idée de se réconcilier.

Ancien artisan minier, Dasco fut, avant de prendre la tête de PIJCA, le président de l'Association des Jeunes Leaders de Boda.

40. Le camp peuhl dans le quartier Ali et les trois autres camps dans les quartiers chrétiens.

Chapitre 2. Les acteurs de réconciliation à Boda : entre méconnaissance du contexte local, volonté de faire et actions à la base

Une des premières actions de la PIJCA de Boda en 2016 a été d'accompagner les leaders de la communauté musulmane à se rendre dans les églises catholiques et protestantes de la ville pour demander pardon, au nom de leur communauté, aux communautés chrétiennes, et inversement les leaders des communautés chrétiennes à la mosquée centrale de Boda pour demander pardon aux musulmans au nom de toute leur communauté.

La crise communautaire avait totalement paralysé le fonctionnement des antennes du Conseil National de la Jeunesse de Centrafrique et de l'Organisation des Femmes Centrafricaines. Toutefois, les leaders locaux de ces organisations se sont personnellement impliqués aux côtés de DASCO dans la recherche de la paix.

L'antenne de Boda va mener de nombreuses actions de paix et de réconciliation non seulement à Boda mais aussi dans l'ensemble de la sous-préfecture. La PIJCA va mettre en place à partir de 2016 des antennes dans les nombreux villages où des campagnes de médiation et de sensibilisation avaient été menées. Aujourd'hui la PIJCA de Boda dispose d'un large réseau dans la sous-préfecture avec 6 antennes (Ngotto, Bossoui, Bodjoula, Bombalé et Ndanga) et 52 sous-antennes dans des petits villages (voir Carte). La PIJCA rassemble 600 membres.

La PIJCA-Boda a mené de nombreuses sensibilisations dans les villages de la sous-préfecture qui depuis la crise n'étaient plus habités que par des chrétiens, les musulmans ayant fui à Boda, à Bangui ou à l'étranger. Si la cohabitation pacifique s'était progressivement rétablie à Boda, il en allait autrement dans ces villages dont les habitants refusaient le retour des musulmans, ayant gardé à l'esprit les violences des années 2013-2015. De plus, le retour des musulmans posait problème en raison des maisons détruites ou occupées indument. Il a fallu un long travail de la PIJCA pour changer cet état d'esprit et ouvrir de nouveau ces villages à la présence musulmane. En 2017, la PIJCA organise par exemple dans le village de Bomandoro un match de football opposant les jeunes chrétiens aux jeunes peulhs et des actions de sensibilisation de masse à Bombalé à travers les danses traditionnelles et le théâtre. Chaque

PIJCA, Boda © CCFD-Terre Solidaire

année, dans toute la sous-préfecture, ce sont des actions de ce type qui vont progressivement réconcilier les communautés. À Bodjoula, la mosquée qui avait été détruite lors de la crise, a été reconstruite en 2022.

La PIJCA Boda va également mobiliser via ses partenaires des fonds en faveur de la Mairie (équipements informatiques, panneaux solaires) et des associations locales. Elle a aussi apporté un appui à la construction d'un nouveau village peuhl sur un terrain offert par la Mairie. Elle a initié et coordonné des réunions de sécurité qui ont réuni chaque mois jusqu'en 2019 les associations de Boda, le maire et le sous-préfet pour aborder les questions de sécurité dans la sous-préfecture.

- Les médiatrices sociales de la PIJCA

En 2016, les militantes de la PIJCA créent à Bangui la Coordination des médiatrices sociales en vue d'apporter des solutions aux obstacles à l'émancipation des filles et femmes centrafricaines que sont la marginalisation, les violences, l'analphabétisme, l'exposition au IST/MST et VIH/SIDA, les fissures obstétricales après accouchement chez les adolescentes (dans le domaine de la santé de reproduction...) mais aussi la peur d'intégrer le milieu associatif, le stress, le manque de savoir-faire et de savoir être, etc.

Dès 2016 à Boda, la Coordination a formé des jeunes femmes identifiées par l'antenne locale de la PIJCA au sein des associations membres de la PIJCA ou issues des communautés musulmanes de la ville sur la base de leurs capacités à jouer un rôle actif dans leur environnement. La Coordination a organisé des travaux en atelier sur la médiation sociale et des mises en situation de conflits qu'elles seront amenées à gérer comme médiatrices sociales.

Les médiatrices sociales de la PIJCA de Boda ont ensuite organisé de multiples actions de formation afin de sensibiliser les femmes de Boda sur leurs droits et contre les violences basées sur le genre (VBG). Ces formations se sont aussi étendues aux sous-antennes de la PIJCA. Ces actions ont permis de donner aux femmes de Boda les connaissances approfondies qui font que, selon la responsable des médiatrices sociales, « *les femmes de Boda ne taisent plus les actes de violence subis dans les foyers. Elles en parlent de plus en plus et saisissent régulièrement les tribunaux compétents*⁽⁴¹⁾ ». Les autorités judiciaires de la ville affirment que les tribunaux reçoivent beaucoup de plaintes en dénonciation d'actes de violence subis par les femmes. La saisine des tribunaux contribue à réduire le taux des actes de VBG.

L'écho du travail abattu a d'ailleurs conduit l'Association des Femmes Juristes de Centrafrique (AFJC) à signer un protocole d'accord avec les médiatrices sociales de la PIJCA de Boda pour un accompagnement juridique. L'aide psychologique, sociale et le soutien juridique est confiée aux médiatrices sociales qui offrent ainsi aux femmes rescapées des violences un espace d'expression et promeuvent l'accès à la justice pour les personnes dont les droits ont été violés.

Les médiatrices sociales de la PIJCA sont aujourd'hui plus de 200 et mènent un peu partout dans la sous-préfecture des actions de solidarité envers les femmes les plus pauvres et des médiations familiales pour diminuer les tensions et violences familiales. Elles peuvent ainsi sensibiliser et former des milliers de femmes et d'hommes dans tous les villages de la sous-préfecture et régler des centaines de petits conflits. Elles participent activement à faire baisser les tensions à la base.

41. Source : notre enquête Boda novembre 2021.

Chapitre 2. Les acteurs de réconciliation à Boda : entre méconnaissance du contexte local, volonté de faire et actions à la base

- La réinsertion sociale des milices d'autodéfense

En 2017, alors que la ville a repris une vie normale, les milices d'autodéfense musulmanes et les anti-balaka de Boda se plaignent toujours de leur situation. Même si la ville est ouverte aux communautés, les membres du groupe d'autodéfense musulmane ne peuvent toujours pas, eux, circuler en dehors de l'ex-enclave sans risquer leur vie ; de leurs côtés, les miliciens *anti-balaka* se plaignent d'être marginalisés par leurs communautés ; ils expriment une forte amertume d'être perçus comme des « sauvages et meurtriers » alors qu'ils n'ont fait, selon eux, que « défendre leurs communautés »⁽⁴²⁾.

La PIJCA organise en 2018 une formation commune aux ex-combattants des deux groupes sur l'entrepreneuriat, puis pour leur apporter en 2019 des moyens pour lancer des petites activités économiques. C'était l'occasion de les faire se rapprocher tout en leur redonnant une activité économique pour les autonomiser. Ils ont pu acheter à Bangui des ballots de vêtements usagés venus d'Europe (friperie), louer un terrain pour faire de l'agriculture, acheter 4 cochons (1 mâle et 3 femelles) et 3 cabris. Ils ont également décidé de louer leur local. « *Nos activités prospèrent !* ». Ils ont aussi pu acheter avec leurs bénéfices une moto d'occasion pour coordonner leurs activités auprès des ex-combattants dans un zone allant jusqu'à 45 km de Boda. Depuis, il n'y a jamais eu de problèmes avec les ex-combattants de Boda.



Anciens combattants, Boda © CCFD-Terre Solidaire

42. Positions souvent entendues chez de nombreux leaders anti-balakas à Bangui.

IV. Les ex-combattants, une conversion vers la paix

La création de l'association

Après la formation qui les a rapprochés, les ex-combattants (musulmans et chrétiens) créent une Association des ex-combattants en mai 2018 avec l'aide de la PIJCA qui compte à ce jour 400 membres, soit près de la moitié des combattants démobilisés. Les ex-combattants membres de cette association ont participé à plusieurs ateliers et séminaires de formation organisés par la PIJCA sur la cohésion sociale, les principes des droits de l'Homme et sur la gestion des conflits, ce qui leur a permis de mieux s'outiller afin d'éviter de reprendre le chemin de la violence armée. C'est d'ailleurs ce que pense à juste titre le Président de l'association des ex-combattants qui affirme que :

Nous avons reçu beaucoup de formation auprès de la PIJCA et des ONG présentes à Boda. Ces formations nous ont permis de comprendre beaucoup de choses à l'instar des droits des femmes, de la nécessité de protéger les populations civiles non armées... De nos jours, je puis vous dire que nous avons tourné définitivement la page de la violence armée. Plus jamais ça ! Mes collègues (membres de l'association) et moi sommes désormais focalisés sur le développement de notre association en usant de tous les moyens susceptibles de faire adhérer les ex-combattants qui sont encore réticents⁽⁴³⁾. (...).

Rapidement, les leaders de l'association vont se déployer dans les différents villages de la sous-préfecture sur le modèle de la PIJCA. Ils auront ainsi des antennes à Ngotto, Bossoui, Bodjoula, Bombalé et Ndanga. Ils gèrent régulièrement de petits problèmes qui concernent les ex-combattants au niveau de Boda comme dans les villages de la sous-préfecture. Ils ont participé activement aux sensibilisations pour la reconstruction de la mosquée de Bodjoula. Cette association joue un rôle important pour le retour des musulmans dans les villages.

Le refus de rejoindre la CPC (décembre 2020)

Les témoignages recueillis sont unanimes sur le changement positif du comportement des ex-combattants réunis en association. Lorsque la CPC lance son attaque depuis le Nord vers Bangui, elle lance une vaste opération d'enrôlement d'ex-combattants *anti-balaka* à Bossangoa, dans l'Ouham, à Lambi dans l'Ombella M'Poko et dans bien d'autres localités. François Bozizé, leader de la CPC, qui a fait de Boda le quartier général de l'opération, apprend l'existence de l'association des ex-combattants et convoque ses leaders pour leur proposer de rejoindre la rébellion en échange d'une somme de 20 millions de Francs CFA, de deux pickups et d'armes.

43. Source : notre enquête, Boda, novembre 2021.

Ces leaders ont d'abord fait semblant, pour leur propre sécurité, d'accepter le principe de rejoindre la CPC mais ont demandé à consulter leur base. En réalité « on avait passé 5 ans avec la PIJCA pour construire la paix, pourquoi s'engager dans cette nouvelle rébellion ? On est redevable à la PIJCA, on l'aurait trahie. Si nous on avait accepté, toutes les sous-antennes auraient basculées, 20 millions ça ne vaut pas le prix d'une personne ». La base a catégoriquement refusé elle-aussi. Les leaders ont alors essayé de gagner du temps en expliquant au général Bozizé que plusieurs responsables des groupes étaient injoignables en brousse dans les chantiers miniers puis sont tous partis en brousse se cacher pour éviter les représailles de la CPC. Pour Dimanche Médard, coordinateur de l'Association des ex-combattants :

L'initiative du Président François Bozizé est très dangereuse. J'ai dit aux jeunes que c'est un danger. Disparaissons, le temps que les choses se calment. Je suis allé au village Botoro à 45km de Boda pour échapper aux éventuelles représailles. Constatant notre retrait de la ville, les éléments de la CPC et certains fils du pays s'en étaient pris à nos biens. Nos maisons ont été pillées et nos biens emportés⁽⁴⁴⁾.

L'association a perdu ses ballots brûlés par la CPC et son bétail a été « mangé » par les rebelles. En tout 42 maisons d'ex-combattants ont été pillées.



Leaders associatifs, anciens combattants, Boda © CCFD-Terre Solidaire

44. *Ibidem*.

Conclusion

Deux faits font que Boda est une ville particulière dans ces crises. D'abord, alors que la plupart des Musulmans quittaient leur région après le départ des combattants *séleka*, la communauté musulmane est restée à Boda et a même été renforcée des déplacés de la sous-préfecture et des Peuhls de la zone. Boda a été le siège d'une « enclave musulmane », comme cela a aussi été le cas à Yaloké. Ensuite, l'Histoire a fait que Boda a été choisi par le général Bozizé pour en faire son QG lors de l'attaque de Bangui par ses forces rebelles. La réaction gouvernementale et des forces alliées sur Boda a été décisive pour chasser la CPC vers le Nord et l'Est du pays. L'Histoire dira aussi si l'incapacité du général Bozizé à mobiliser les très nombreux ex-combattants de la région a participé à son échec dans la prise de Bangui.

Ce rapport est donc important car il apporte des éléments de connaissance très précis sur le déroulement des deux dernières crises dans cette ville de Boda. Il décrit les mécanismes de construction de la violence entre les deux parties, chrétienne et musulmane, et comment les événements de Boda ont été influencés par le contexte national. Il participe donc de la connaissance récente de l'histoire de la Centrafrique. D'autres rapports de ce type devront analyser ce qui s'est vraiment passé dans les différents territoires et ainsi enrichir des débats trop souvent limités à une vision nationale.

Ce rapport apporte également des éléments d'analyse sur les contributions et pratiques des différents acteurs dans le rétablissement de la concorde entre les communautés. C'est là que des leçons pourraient être tirées en termes de cohésion sociale et de réconciliation. Le rapport démontre les limites des engagements des acteurs gouvernementaux, mêmes s'ils ont été sincères et volontaristes. Les forces internationales, en premier lieu la force *Sangaris*, ont réussi à stabiliser la situation et certainement à éviter que celle-ci ne dégénère encore plus gravement mais elles n'avaient ni mandat ni compétences pour faire plus. Malgré de nombreuses missions de médiation et l'engagement personnel de la Présidente de transition, les communautés sont restées séparées et les groupes armés ont continué à mener des actions violentes les uns contre les autres, mais aussi contre les populations.

Il ressort de ce rapport que, au-delà de quelques actions méritantes d'ONG présentes sur place, c'est finalement une plateforme de jeunes basée à Bangui qui s'est mobilisée à Boda et qui a le plus contribué au retour de la paix, au rétablissement de la libre circulation dans la ville et à la réconciliation entre les communautés. La PIJCA-Plateforme interconfessionnelle de la jeunesse centrafricaine était pourtant un acteur associatif relativement peu expérimenté, si ce n'est par l'expérience individuelle de ses membres, mais a convaincu les différentes parties prenantes de la crise à faire un pas de côté pour progressivement se rapprocher, débattre, s'accorder puis finalement se réconcilier. La création de l'antenne des anciens combattants de Boda l'atteste, elle réunit les ex combattants des deux groupes armés précédemment en conflit.

45. J.F. Six cité par Michèle Guillaume-Hofnung, « Chapitre premier. Définition et nature de la médiation », in *La Médiation*, Paris, Presses Universitaires de France, 2020, pp. 65-87.

46. Jules-Alain Ngan, « La médiation : concept, modèles et approches », in *Sociographe*, 2022/1, n°77, pp.129-138.

47. *Ibidem*.

48. MINUSCA, « Des projets pour la réinsertion des ex-combattants », in https://minusca.unmissions.org/sites/default/files/mea_0027.pdf, publié le 15 juin 2016, consulté le 21 avril 2023.

49. Thierry Tardy, « Chapitre 10. ONG et gestion de crise : opportunités et risques de l'intégration », in *Gestion de Crise, Maintien et Consolidation de la paix*, 2009, pp. 209-221.

Les engagements de la PIJCA sont bien décrits dans ce rapport. D'abord, une présence forte dans la sous-préfecture avec un siège à Boda et des groupes de militants actifs dans 6 antennes et 52 sous-antennes auxquels s'associent presque 200 médiatrices sociales qui vont tous ensemble reconstruire le tissu social et la confiance. La capacité à régler les tensions sociales du quotidien font des médiatrices sociales, très souvent de simples villageoises peu ou pas lettrées, des actrices clés dans l'apaisement de la société.

La capacité d'une petite organisation de la base à mettre en place les conditions du dialogue et à accompagner très progressivement les communautés et groupes armés à retrouver la concorde, est à mettre en face des résultats décevants et peu durables d'organisations mobilisant des moyens financiers très importants de la part de la communauté internationale. La PIJCA a réussi parce qu'elle était légitime, en tant que collectif de jeunes citoyens, mettant la fraternité au cœur de son engagement, et la « reconnaissance » comme levier clé de réconciliation entre les communautés et les groupes armés. On est loin ici à la fois des méthodologies formatées des opérateurs humanitaires et aussi des injonctions gouvernementales.

Un exemple saisissant, l'échec de ce projet d'enrôlement des ex-combattants de Boda par le général Bozizé. Cet échec trouve en réalité son origine dans la détermination de ceux-ci à renoncer « définitivement » aux violences armées, détermination qui provient d'une prise de conscience personnelle chez les uns et les autres, forgée à la suite des formations reçues et de l'accompagnement de la PIJCA. Nul ne doute que les séminaires de sensibilisation et de formation ont été d'une importance fondamentale dans la reconversion des ex-combattants. Les autorités administratives locales étaient d'ailleurs surprises du refus catégorique des ex-combattants de se faire enrôler dans la CPC, et ce, en dépit des promesses alléchantes qui leur avaient été faites.

D'un point de vue plus théorique, on peut rapprocher cette expérience réussie à Boda de ce que J.F. Six⁽⁴⁵⁾ qualifie de « *médiation curative* » dont l'objectif est d'aider les parties en conflit à trouver elles-mêmes la solution. Cette médiation curative est synonyme de conciliation. De son côté, Jules-Alain Ngan définit la médiation comme un processus de création ou de réparation du lien social dans lequel un tiers neutre aide les parties à améliorer une situation conflictuelle⁽⁴⁶⁾. L'analyse des campagnes de médiation de la PIJCA sied parfaitement aux définitions données par J.F. Six et Jules-Alain Ngan.

La PIJCA a également eu recours à la « *médiation créatrice* » dont le but est de susciter entre des personnes ou des groupes, en l'occurrence les deux communautés opposées, des liens nouveaux⁽⁴⁷⁾. C'est par exemple le cas de deux ex-combattants qui sont devenus quasiment des amis inséparables alors qu'ils ne se connaissaient pas et s'affrontaient par milices interposées. On voit bien la différence avec des projets de réinsertion des ex-combattants conçus et mis en œuvre depuis le haut à la fin des conflits armés. Ces derniers projets avaient été inscrits dans le vaste programme du Désarmement, Démobilisation et Réinsertion (DDR), ils avaient été officiellement lancés le 30 mai 2016 à Bangui⁽⁴⁸⁾. S'il est vrai que les milices d'autodéfense des différents arrondissements de Bangui ont pu bénéficier de ce type de projet, celles des provinces n'en ont pas profité, ainsi celles de Boda. Elles n'ont quasiment bénéficié d'aucun soutien de l'État alors qu'elles avaient renoncé aux violences armées. Seule la PIJCA leur a apporté des soutiens matériels.

Comme le souligne à juste titre Thierry Tardy⁽⁴⁹⁾, les OSC locales deviennent de véritables actrices de la gouvernance et jouent un rôle de premier rang dans la gestion des crises. En définitive, elles se sont substituées à l'État pendant le conflit intercommunautaire à Boda, celui-ci étant d'ailleurs totalement absent.

Ce rapport montre les limites des processus de paix et de réconciliation par le haut. Souvent, ceux-ci ne prennent pas ou prennent trop peu en compte les réalités sociales et anthropologiques des conflits. Le Gouvernement en a tiré les leçons. Il a créé un ministère en charge de l'action humanitaire et de la réconciliation nationale qui installe dans le pays, conformément aux recommandations du Forum National tenu à Bangui en mai 2015, des Comités Locaux de Paix et de Réconciliation (CLPR). C'est dire toute l'importance que le Gouvernement accorde désormais au processus de réconciliation.

Boda © CCFD-Terre Solidaire



Bibliographie

- « En République centrafricaine, femmes et filles paient le prix inhumain de la guerre », *in* <https://www.unfpa.org/fr/news>.
- « RCA : opération *Sangaris* : point de la situation du 28 août 2014 », *in* <https://www.asafrance.fr/item/rca-operation-sangaris-point-de-situation-du-28-août-2014.html>.
- « République Centrafricaine : Les musulmans contraints à fuir le pays », *in* hrw.org/fr/new/2014/02/12/republique-centrafricaine-les-musulmans-contraints-fuir-le-pays.
- BENINGA Paul-Crescent et *al.*, *Persistence de la crise centrafricaine comprendre pour agir*, Yaoundé, Friedrich Ebert Stiftung, 2017.
- BENINGA Paul-Crescent, « Surdité politique, institutionnalisation de la militarisation des revendications politiques et territorialisation en Centrafrique », *in* *Les Cahiers du CCRAG*, n 01, Bangui, Presses du CCRAG, 2022.
- CARAYANNIS Tatiana et LOMBARD Louisa (dir.), *Making Sense of the Central African Republic*, Londres, Zed Books, 2015.
- CERIANA MAYNERI Andrea, « La Centrafrique, de la rébellion séléka aux groupes anti-balaka (2012-2014) : Usages de la violence, schème persécutif et traitement médiatique du conflit », *in* *Politique Africaine*, n  134, 2014.
- DEBOS Marielle, *Le métier des armes au Tchad. Le gouvernement de l'entre-guerres*, Paris, Karthala, 2013.
- GUILLAUME-HOFNUNG Michèle, « Chapitre premier. Définition et nature de la médiation », *in* *La Médiation*, Paris, Presses Universitaires de France, 2020.
- HUMAN RIGHTS WATCH, « « I Can Still Smell the Dead ». The Forgotten Human Rights Crisis in the Central African Republic, septembre 2013 », *in* www.hrw.org/reports/2013/09/18/i-can-still-smell-dead.
- LOMBARD Louisa, traduction Rapahel Botiveau, « Rébellion et limites de la consolidation de la paix en République Centrafricaine », *in* *Politique Africaine*, n  125, 2012.
- MARCHAL Roland, « Premiers leçons d'une « drôle » de transition en République », *in* *Politique Africaine*, n  139, 2015/3.
- MARCHAL Roland, « Vers un système de conflits », *in* *Politique Africaine*, n  102, 2006/2.
- MINFEGUE Calvin, « Notes sur l'économie de la violence en RCA », *in* *Les Cahiers du CCRAG*, n  1, Bangui, Presses du CCRAG, 2022.
- MINUSCA, « Des projets pour la réinsertion des ex-combattants », *in* https://minusca.unmissions.org/sites/default/files/mea_0027.pdf.
- NGAN Jules-Alain, « La médiation : concept, modèles et approches », *in* *Sociographe*, n 77, 2022.

-
- PERRET Marie, « Vous avez dit vivre-ensemble ? », in *Humanisme*, n° 303, 2014.
 - TARDY Thierry, « Chapitre 10. ONG et gestion de crise : opportunités et risques de l'intégration », in *Gestion de Crise, Maintien et Consolidation de la paix*, De Boeck Supérieur, 2009.
 - YOMBANDJE François-Xavier, *Propositions pour sortir de la crise centrafricaine*, Abidjan, L'Harmattan-Côte d'Ivoire, 2011.

Mosquée, Boda © CCFD-Terre Solidaire



Cette étude a été réalisée avec le soutien du :



**CCFD-Terre Solidaire
4, rue Jean Lantier
75001 Paris
Site web : <http://ccfd-terresolidaire.org>**

Montage et Mise en page : Jérôme CHAUMARD

Boda © CCFD-Terre Solidaire





ETS CIEL D'AFR

cha-bocho

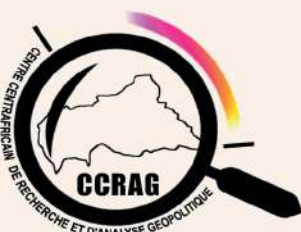
OTAL

A propos de cette publication

Cette étude n'a pas vocation à faire un procès des initiatives lancées par le gouvernement, quoiqu'il ne manque pas de souligner au passage les raisons qui expliquent l'insuffisance des résultats obtenus. Il vise simplement à dire la part des organisations de la société civile dans la réconciliation des communautés à Boda. Nul ne doute que cette étude s'inscrit dans la logique visant à analyser les dynamiques périphériques dans la construction de la paix en RCA

Auteur

Paul-Crescent BENINGA est un juriste et socio-politiste, titulaire d'une thèse de sociologie politique à l'Université Catholique d'Afrique Centrale (UCAC). Il est le Directeur Exécutif du Centre Centrafricain de Recherche et d'Analyse Géopolitique (CCRAG) et auteur de plusieurs articles scientifiques. Il enseigne à l'Université de Bangui et dans de nombreux instituts universitaires en Afrique.



ISBN : 978-9025-03-5



97890 25035